

## RÉARMER LA THÉORIE :

# MARXISME-LÉNINISME, AUTOCRITIQUE ET CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

Maxime Barbier et Margot Chantegros – Fédération de la Marne, section de Reims

*Cette contribution s'inscrit dans un ensemble de sept contributions thématiques déposées par les mêmes auteurs, couvrant la théorie, la liaison avec les masses, l'organisation, la formation, le programme, la laïcité et la lutte contre l'obscurantisme.*

Le texte du 39<sup>e</sup> Congrès mentionne Marx une seule fois. Lénine n'y apparaît pas. Ce silence théorique n'est pas un oubli : c'est le symptôme d'un parti qui hésite à assumer ce qu'il est. Or, Fabien Roussel nous demande de nous exprimer « avec une grande clarté ». Cette clarté commence par nos fondements.

### A. Réassumer le marxisme-léninisme

**Le problème.** Depuis l'abandon du terme « marxisme-léninisme » au 23<sup>e</sup> Congrès de 1979, puis du centralisme démocratique sous Robert Hue, le PCF a progressivement vidé son identité théorique. Le résultat est visible : un parti dont les propositions ressemblent à celles d'une gauche keynésienne radicale, sans que personne — ni nos alliés, ni nos adversaires, ni parfois nos propres adhérents — ne sache clairement ce qui justifie l'existence d'un parti communiste distinct du Parti socialiste ou de La France insoumise.

**L'analyse.** Le marxisme-léninisme n'est pas un dogme figé : c'est une méthode scientifique d'analyse des rapports de production et des conditions de la lutte de classe. C'est ce qui nous permet de comprendre pourquoi le CAC 40 bat des records pendant que six millions de personnes sont au chômage. C'est ce qui permet d'articuler les luttes écologiques, féministes et antiracistes à la contradiction fondamentale entre capital et travail, au lieu de les juxtaposer. C'est aussi ce qui pose la question de l'État : non pas un arbitre neutre, mais un instrument de domination de classe — analyse brûlante quand on voit l'usage des 49-3, la répression des mouvements sociaux, la technocratie au service du capital.

Réassumer Lénine, c'est réassumer cette analyse, y compris contre ceux qui réduisent Lénine à la Tchéka et à Cronstadt : Lénine, c'est d'abord la théorie de l'impérialisme, la question de l'État, le pragmatisme révolutionnaire de La maladie infantile du communisme, le refus du gauchisme verbal autant que du réformisme mou.

**La proposition.** Le 40<sup>e</sup> Congrès réaffirme le marxisme-léninisme comme fondement théorique du PCF, en tant que méthode scientifique et guide pour l'action — pas comme un catéchisme. Ce qui distingue le PCF de toute autre force de gauche, ce n'est pas une question de degré : c'est une différence de nature. Nous ne voulons pas aménager le capitalisme, nous voulons le dépasser.

## **B. Un parti révolutionnaire qui assume son histoire**

**Le problème.** Trop longtemps, le PCF a fait des concessions programmatiques par honte de son propre héritage — honte de Staline, honte de Mao, honte d'être associé à des régimes qui ont trahi le projet communiste. Chaque concession a échoué : elle n'a convaincu aucun adversaire et a démoralisé nos propres rangs. Pendant ce temps, l'extrême droite porte l'anticommunisme comme arme prioritaire. Si nous ne répondons pas, personne ne le fera à notre place.

**L'analyse.** L'autocritique est une exigence scientifique du matérialisme dialectique, pas un exercice de flagellation. Le texte du 39<sup>e</sup> Congrès évoque les « crimes du stalinisme » en quelques lignes : c'est à la fois insuffisant et maladroit. Insuffisant, parce qu'il ne dit pas en quoi notre projet tire les leçons de ces erreurs. Maladroit, parce qu'en jetant un voile de honte sur l'ensemble de l'expérience soviétique, il prive nos militants des outils pour répondre à la propagande.

Nous devons établir, pour chaque expérience révolutionnaire majeure, un bilan en trois colonnes. Ce qui est à revendiquer : l'URSS a industrialisé un pays immense, alphabétisé des centaines de millions de personnes, vaincu le nazisme, ouvert l'ère spatiale. Cuba a réalisé des avancées extraordinaires en santé et éducation sous un blocus criminel. Le Chili d'Allende a montré qu'une voie démocratique vers le socialisme est possible. Ce qui est à rejeter sans ambiguïté : la bureaucratisation stalinienne, les purges, le Goulag, l'étouffement de toute démocratie interne — ces crimes sont dans la colonne « à rejeter », pas dans celle de la propagande. Ce qui nous est injustement reproché : l'assimilation de l'ensemble du projet communiste aux crimes d'un régime particulier, le gonflement des chiffres par le Livre noir du communisme, le silence sur le bilan du capitalisme — colonialisme, traite négrière, guerres mondiales, famines, destruction écologique.

Les matérialistes philosophiques et les zététiciens nous considèrent dogmatiques. Donnons-leur tort. Devenons ce que nous prétendons : un mouvement qui s'appuie sur une méthode dialectique, un matérialisme dénué d'idéalisme, une doctrine politique scientifique capable de se remettre en question.

**La proposition.** Le 40<sup>e</sup> Congrès crée une commission nationale de bilan historique, composée d'historiens, de militants et de cadres, chargée de produire un document de référence sur les expériences révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle selon cette grille matérialiste en trois colonnes. Ce document sera diffusé à l'ensemble des adhérents et servira de base aux formations en section.

## **C. Centralisme démocratique : redonner du pouvoir à la base**

**Le problème.** Lorsque notre secrétaire national a tenu des propos publics qui ont suscité un malaise profond chez de nombreux adhérents — sur la « bonne viande » et le « bon vin », sur le voile, sur les « frontières passoires », sur des déclarations perçues comme des appels du pied à un électorat qui n'est pas le nôtre —, beaucoup de camarades se sont sentis démunis. Pas de canal pour faire remonter le désaccord. Pas de discussion collective. Pas de réponse officielle. Résultat : des tensions sur les réseaux sociaux et des départs silencieux.

**L'analyse.** Le centralisme démocratique repose sur deux piliers indissociables. Le pilier démocratique : liberté totale de débat en interne, élection des dirigeants par la base, redevabilité des instances. Le pilier centraliste : discipline dans l'action publique une fois la décision prise à la majorité. Sans le premier, le centralisme devient autoritarisme. Sans le second, la démocratie interne devient cacophonie. Or, dans la pratique actuelle, le pilier démocratique est atrophié : directions reconduites sans débat contradictoire réel, aucun mécanisme d'interpellation entre deux congrès, votes opaques en instances. Et le pilier centraliste est appliqué de manière asymétrique : on demande la discipline à la base, mais la direction s'autorise des déclarations publiques jamais discutées collectivement. Et même si dans le fond ces déclarations ne trahissent pas notre programme et nos idées, dans la forme elles créent du flou. Le flou c'est bien pour les démagogues et les populistes, nous devons, nous communistes, être très clairs. Aller chercher d'autres électorats ne doit pas se faire au détriment de la clarté de nos idées, vulgariser notre discours ne doit pas avoir pour effet de le rendre flou pour nos militants, nos partenaires et notre électorat habituel. Ce dysfonctionnement n'est dirigé contre personne en particulier : il est structurel et se reproduit quelle que soit la direction en place.

**Les propositions.** Le 40<sup>e</sup> Congrès restaure un centralisme démocratique vivant :

Renforcer le pilier démocratique. Toute section ou cellule peut saisir le Conseil national par motion sur une déclaration publique ou une décision de la direction ; le CN est tenu d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa prochaine réunion et d'y répondre. Les candidatures aux postes de secrétaire à tous les niveaux sont individuelles, accompagnées d'une déclaration écrite, suivies d'un débat contradictoire et d'un vote à bulletin secret. Limitation à trois mandats consécutifs pour les postes de secrétaire. Publicité des votes nominatifs au CN et au CEN sur les décisions stratégiques. Mandat impératif des délégués aux congrès, qui portent les positions votées par leur section.

Renforcer le pilier centraliste. La discipline publique s'applique à tous, direction comprise : si le congrès vote une ligne, le secrétaire national n'a pas plus le droit de s'en écarter publiquement qu'un adhérent de base. Chaque instance dirigeante produit un rapport d'activité annuel accessible à tous les adhérents, détaillant décisions, actions, résultats et échecs.

Organiser le débat sans fragmenter le parti. Le PCF ne reconnaît pas les tendances, et c'est un choix qui a sa logique : les tendances permanentes créent des baronnies et substituent la lutte pour le pouvoir interne à la lutte de classe. Mais l'interdiction de toute expression collective du désaccord pousse celui-ci dans l'informel — groupes privés, blogs dissidents, départs silencieux — ce qui est pire. Je propose un compromis : le droit de contribution collective, encadré par trois règles. Premièrement, ce droit est temporaire : pendant la période préparatoire au congrès, tout groupe d'adhérents peut constituer une plateforme de contribution sur un sujet précis, se réunir, rédiger un texte commun, le diffuser et le défendre. La plateforme se dissout automatiquement à la clôture du congrès ; toute structure qui prolonge son activité au-delà est considérée comme une tendance et traitée comme telle par les statuts. Deuxièmement, les plateformes se constituent autour de positions, pas de personnes : elles ne présentent pas de candidat à la direction. Troisièmement, toute position minoritaire ayant recueilli plus de 20 % des voix au congrès — soit un cinquième des adhérents, masse critique suffisante — est automatiquement inscrite à l'ordre du jour du congrès suivant pour réévaluation. Les idées minoritaires ne sont pas enterrées, elles sont mises en attente.

-----

## **Résumé des propositions**

1. Réaffirmer le marxisme-léninisme comme fondement théorique et méthode scientifique du PCF.
2. Créer une commission nationale de bilan historique des expériences révolutionnaires, avec production d'un document de référence en trois colonnes diffusé à tous les adhérents et utilisé pendant les cycles de formation.
3. Restaurer le centralisme démocratique par des mécanismes concrets : droit de saisine du CN par les sections, candidatures individuelles aux postes de direction avec débat contradictoire, limitation à trois mandats, publicité des votes, mandat impératif des délégués.
4. Instaurer la réciprocité de la discipline : la direction est soumise aux mêmes obligations que la base. Rapport d'activité annuel de chaque instance.
5. Créer un droit de contribution collective temporaire encadré : plateformes thématiques pendant la période pré-congrès, sans candidatures de personnes, avec inscription automatique des positions minoritaires à 20 % à l'ordre du jour du congrès suivant.

Maxime Barbier & Margot Chantegros

Fédération de la Marne – Section de Reims